

Pour le PS, le foot fait partie du service public

- 11.07.2020
- 24 Heures Lausanne
- Lucie Monnat et Lise Bailat

Le Parti socialiste lance une pétition pour que les grandes compétitions, et notamment la Ligue des champions, aient leur place sur les chaînes de la SSR. Le débat est vif. Lucie Monnat et Lise Bailat À partir de 2021, la SSR ne diffusera plus les matches de la Ligue des champions. «C'est un fait: sur le marché suisse des droits, des sommes d'argent démesurées sont désormais proposées pour la couverture du football international. La SSR ne peut et ne veut pas payer de telles sommes, explique Roland Mâgerle, responsable Business Unit Sport SSR, dans un communiqué.

En tant qu'entreprise média financée par la redevance, la SSR s'est fixé une limite.» Les chaînes de télévision publique continueront à diffuser les «temps forts» des matches. Maigre compensation pour les fans de foot. Les socialistes en particulier semblent inconsolables: jeudi, deux jours après l'annonce de la SSR, le PS a lancé une pétition demandant «au Conseil fédéral et au parlement de veiller à ce que la télévision publique puisse à l'avenir retransmettre les matches des grandes compétitions européennes de football féminin et masculin». L'un des instigateurs de la démarche, le conseiller national Cédric Wermuth (PS/AG), explique: «Nous ne nous opposons absolument pas à la décision de la SSR de sortir de cette surenchère des prix.

Ce que nous dénonçons, c'est le système! L'UEFA, qui échappe à tout contrôle démocratique, gagne aujourd'hui plus de 2 milliards de francs uniquement avec les droits de retransmission télévisuels. Or le football est soutenu massivement par la main publique, si l'on pense aux stades ou à la formation des jeunes, et encore plus en cette période de coronavirus. On a franchi une ligne rouge!» Du populisme? «C'est du pur populisme!» s'insurge-t-on sur les réseaux sociaux. La démarche du PS surprend jusque dans ses rangs: «En quoi s'agit-il d'un combat du PS?» s'interroge un camarade. «On a vécu pendant des décennies la retransmission de ces matches.

Tout à coup, pour la même compétition, les supporters doivent payer deux fois - la redevance et une chaîne privée - pour avoir accès à toutes les parties en direct. Il n'y a aucune raison à cela!» répond Cédric Wermuth. L'Argovien, candidat à la coprésidence du PS avec Mattea Meyer, reconnaît que l'ambition de la pétition socialiste - «repenser le modèle de football professionnel» - dépasse les compétences des seules autorités suisses. Mais en toile de fond, cette pétition rouvre aussi le débat sur la mission du service public. La retransmission de la Ligue des champions en fait-elle réellement partie? Du côté de la droite, la réponse est clairement non.

«Tout le monde pense avoir son mot à dire sur ce que doit être ou non le service public. Mais le politique ne doit pas se mêler du contenu, souligne le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH). J'aime le sport, mais ce n'est pas à nous, politiciens, de dire s'il doit faire partie de la programmation ou non. Si tel était le cas, cela signifierait aussi que c'est à l'État, donc au contribuable, de payer. Et j'y suis formellement opposé.

» Mépris de la culture populaire «C'est vraiment l'histoire de Tété. On voit que le PS n'a rien d'autre à se mettre sous la main, tacle Christian Wasserfallen (PLR/BE). Déjà, il est inexact de dire que plus aucun match ne sera gratuit. Il y a d'autres chaînes, comme «3+», qui sont disponibles en streaming.» Le conseiller national juge ainsi la décision de la SSR «tout à fait raisonnable»: «Elle n'a pas à payer d'énormes sommes d'argent pour retransmettre ces matches.

Elle doit se concentrer sur sa mission réelle, qui est de transmettre de l'information de qualité, nationale et régionale, aux Suisses.» Le conseiller national invite à consulter les termes de la concession SSR, section sport. «À aucun moment il n'est mentionné que la Champions League fait partie du service public», souligne l'élue. L'ordonnance du DETEC sur la radio et télévision dit

effectivement que le service public est tenu de retransmettre les «événements d'importance majeure pour la société», parmi lesquels les «matches de la finale des championnats européens des clubs - Champions League, Coupe UEFA..

. en cas de participation de clubs suisses». Ce qui n'a jamais été le cas. Pour Cédric Wermuth, le football a clairement sa place dans le service public, question de principe. «Jusqu'à un certain niveau, oui! On est tous d'accord que la télévision publique retransmette un carnaval ou une fête de lutte.

Le football est aussi un bien culturel commun. Et ce qui me choque dans ce débat, c'est le mépris de la culture populaire. Il n'y a pas que l'opéra qui relève de la culture.» «Tout à coup, pour la même compétition, les supporters doivent payer deux fois - la redevance et une chaîne privée pour avoir accès à tous les matches en direct» Cédric Wermuth, conseiller national (PS/AG). Pas de coupes d'Europe à la TV, c'est dur à encaisser • C'est l'émoi dans le monde du football romand, celui des talus, des buvettes braillardes, des salons fanatiques.

Bientôt, la fièvre du mercredi soir va tomber, les héros de Bernabeu ou d'Anfield ne s'inviteront plus sur les écrans de la RTS. Cette fin de partie représente une perte affective pour les amoureux du ballon rond, qui avouent leur perplexité. Ils se lamentent, s'insurgent et parfois applaudissent. De toute façon, dans ce match, le cœur a ses raisons que la (dé)raison mercantile dégage en touche. «Cela m'attriste énormément.

Le foot, c'est toute ma vie. Là, j'ai l'impression qu'on m'enlève une partie de moi. Pourtant, les coupes d'Europe à la TV, c'est quelque chose d'important pour les gens», se désole Paul Garbani, figure romantique d'un football otage de son succès. Le vénérable coach d'Étoile Carouge et de Vevey Sports vient de fêter ses 93 ans. Le coronavirus l'a sevré de foot durant trois mois; là, c'est la loi du business qui rançonne sa passion.

«Il va falloir se tourner vers les chaînes payantes. Ou alors espérer que Servette retrouve la scène européenne. Comme ça, je pourrais au moins aller le voir jouer au stade», dit-il. Président de l'Association vaudoise de football (ACVF), Gilbert Carrard a lui aussi été surpris par la décision de la SSR, une sorte de tacle par-derrière inattendu. «C'est sûr, les amateurs de foot sont lésés; pour eux, c'est dur à encaisser.

On n'aura plus besoin d'avancer l'heure des entraînements pour regarder les matches en buvant un jus à la buvette.» Puis il s'avance sur un terrain plus stratégique: «Ce sont des enjeux économiques qui nous dépassent, des sommes qui donnent le vertige. Alors je me dis qu'il faut faire confiance à ceux qui dirigent, qui tiennent les cordons de la bourse. D'une certaine façon, le service public a les mains liées. Et des finances à préserver.

» Plus catégorique, Yves Débonnaire applaudit le refus de la SSR. «C'est une décision juste, car on ne peut plus se laisser emporter par une surenchère continuelle, jouer toujours plus avec l'argent et le feu. Non, il faut se fixer des limites, même si c'est dommageable pour ceux qui aiment le jeu et qui auront du mal à se le payer. Pour mieux juger le problème, il aurait fallu révéler la démesure des droits de TV exigés.» Le consultant va donc perdre son job.

Il ira conseil de fan - assouvir sa passion au pub! Dans la même veine, Gérard Castella fustige le «business de l'UEFA et ses exigences astronomiques». Et comprend la sortie de terrain des chaînes helvétiques. «On a dépassé les bornes, on va droit dans le mur. Il faut à tout prix mieux réguler le système. Refuser de jouer un tel jeu, c'est peut-être, à long terme, une tactique gagnante», confie l'ancien joueur et entraîneur lémanique, aujourd'hui chef de la formation à Young Boys.

Comme d'autres, il est aussi triste pour ceux qui ne pourront plus s'offrir le Real ou le Barça à la maison. «C'est grave, le foot est avant tout un sport populaire et il doit le rester.» S'il parle de logique économique et de choix politique -«notre télévision ne peut pas jeter l'argent par les fenêtres et faire fi de la dernière votation populaire sur la redevance» -, Edmond Isoz s'étonne que ce soit le foot qui trinque, et non pas le cyclisme ou la FI. «La SSR a fait un calcul en estimant que le football suisse n'aura bientôt plus voix au chapitre dans les coupes européennes.

Elle le sacrifie en oubliant qu'elle est le plus grand sponsor du ski helvétique», ajoute l'ancien directeur de la Ligue suisse de football.

Pascal Bornand.